

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.454
5 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève
le mardi 5 avril 1988 à 10 heures

Président : M. Dávid MEISZTER (Hongrie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 454ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Puisque je vais assurer la présidence de la Conférence du désarmement durant ce mois d'avril, je voudrais tout d'abord vous souhaiter à tous la bienvenue. Croyez bien que je me sens très honoré d'avoir cette occasion de travailler pour cette auguste assemblée. En ma qualité de président, il est bien naturel que je vous dise que je compte sur la coopération et l'assistance de chaque délégation pour accomplir les tâches qui nous attendent en avril.

Je suis certain d'exprimer le sentiment unanime de toutes les délégations en félicitant sincèrement mes distingués prédécesseurs, l'Ambassadeur Harald Rose, de la République démocratique allemande, et l'Ambassadeur Joachim von Stülpnagel, de la République fédérale d'Allemagne, pour l'efficacité et la diplomatie avec lesquelles ils ont su guider la Conférence. J'essaierai de faire de mon mieux pour poursuivre leur oeuvre.

La Conférence du désarmement est maintenant entrée dans son troisième mois d'activité pour 1988. Bien que la session ne se termine pas en avril, la Conférence a, ainsi que nous le savons tous, une tâche d'importance cruciale à accomplir à l'approche de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Cette session sera une occasion unique de faire le bilan des résultats obtenus par notre Conférence depuis la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi que de définir la ligne d'action pour les années à venir. La session extraordinaire a lieu à un moment qui est ressenti par beaucoup d'entre nous comme un tournant éventuel dans le long processus - d'une lenteur souvent désespérante - de la réalisation du désarmement. L'image que nous donnons de nos possibilités de promouvoir ce processus ne peut laisser indifférent aucun d'entre nous. En conséquence, les délégations seront peut-être d'accord avec moi pour dire que la principale tâche de la Conférence du désarmement au cours du mois d'avril est l'élaboration et l'adoption de son rapport spécial à la troisième session extraordinaire.

Le rapport spécial doit rendre compte de l'état d'avancement actuel de chacun des aspects du désarmement examinés dans cette instance. Je crois comprendre que le secrétariat travaille sur ce rapport depuis quelque temps et que les premiers chapitres du projet de rapport seront bientôt à la disposition des délégations. Je reviendrai sur ce point à un stade ultérieur de nos discussions d'aujourd'hui. Pour le reste, j'ai l'intention de suivre les meilleures traditions établies par mes prédécesseurs en conduisant le travail de mise au point finale du rapport. Je compte naturellement sur l'entière coopération de chacun d'entre vous dans cette entreprise.

A l'approche de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, de nombreuses délégations se sont préoccupées de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement.

(Le Président)

Pour ma part, j'estime qu'il ne s'agit pas là d'une tâche à court terme. D'une manière ou d'une autre, on peut la considérer comme permanente, bien que son urgence soit plus évidente compte tenu de l'approche de la troisième session extraordinaire. J'ai déjà entendu, dans des réunions tant officielles qu'officieuses, des suggestions concrètes et des idées auxquelles j'ai l'intention de donner suite. Toutefois, pour le moment, il n'a pas été prévu dans notre programme de travail de consacrer du temps à cette question. Dans un premier stade, je pense qu'il serait approprié de tenir des consultations pour déterminer clairement quels sont à cet égard les vœux des délégations et les moyens de les satisfaire.

Bien qu'il soit tout à fait compréhensible que durant le mois d'avril, les travaux de la Conférence du désarmement soient principalement orientés vers la troisième session extraordinaire, la Conférence n'en continuera pas moins à continuer d'examiner chacun des différents points de son ordre du jour.

Les organes subsidiaires créés pour des points particuliers de notre ordre du jour poursuivent leurs tâches. Il est d'une importance capitale que les comités spéciaux (armes chimiques, Programme global de désarmement, prévention d'une course aux armements dans l'espace, arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, et armes radiologiques) avancent le plus possible dans leurs travaux de fond et établissent leurs rapports spéciaux dans les délais prévus.

Les délégations sont en droit d'espérer que la présidence poursuivra ses efforts pour faire progresser les questions prioritaires du désarmement nucléaire. Telle est bien mon intention. Aussi vais-je continuer les consultations visant à mettre sur pied un cadre organique approprié pour un travail de fond sur la question d'une interdiction des essais nucléaires.

Je suis fermement décidé à n'épargner aucun effort pour jeter au moins les bases qui permettront d'engager un travail de fond structuré pendant la seconde partie de la session de 1988.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 8 de l'ordre du jour intitulé "Programme global de désarmement". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Malaisie et de la République démocratique allemande. Conformément à la décision prise par la Conférence à sa 436ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie, l'Ambassadeur Hasmy Agam.

M. AGAM (Malaisie) (traduit de l'anglais) : Je remercie tout d'abord le Président et les membres de la Conférence du désarmement d'avoir bien voulu inviter la Malaisie à participer aux travaux de la Conférence en tant qu'observateur. C'est pour moi un grand honneur et un privilège de me trouver dans cette auguste assemblée et de prendre part à ses travaux. Ma délégation se réjouit à la perspective de jouer un rôle constructif et utile au sein de la Conférence.

(M. Agam, Malaisie)

Je saisis également cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir été élu à ce poste pour le mois d'avril. La Malaisie n'ignore pas le rôle important que votre pays a joué et continuera de jouer dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale. Je suis sûr que votre grande expérience et votre talent de diplomate vous permettront de mener à bien cette partie de la session en cours. J'aimerais également adresser les compliments de ma délégation à votre prédécesseur immédiat, l'Ambassadeur von Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne, ainsi qu'à l'Ambassadeur Harald Rose de la République démocratique allemande, pour la compétence avec laquelle ils ont guidé les travaux de cette conférence en mars et en février respectivement, et féliciter l'Ambassadeur Pierre Morel, de la France, qui a su mener à bien la session de 1987 de la Conférence.

La présence de ma délégation traduit l'importance que mon pays attache aux travaux de la Conférence. La Malaisie ressent depuis longtemps le besoin d'apporter sa contribution à la cause du désarmement et de jouer un rôle positif dans ce domaine. Nous sommes en effet conscients qu'à l'ère nucléaire les enjeux sont trop élevés pour que les petits pays se contentent d'assister passivement au drame qui se déroule devant eux. Nous pensons qu'il appartient à toutes les nations - grandes et petites, nucléaires et non nucléaires - d'oeuvrer en faveur d'un monde plus pacifique, dont le désarmement est une condition nécessaire. La multiplication des armements, en particulier des armements nucléaires, constitue indéniablement une grave menace à la survie de l'humanité sur cette planète, aussi pensons-nous qu'il n'est plus possible de se désintéresser de la recherche négociée d'un désarmement universel, notamment dans le domaine nucléaire. Le Gouvernement malaisien estime que la Conférence du désarmement constitue l'organe de négociation multilatéral le plus important dans le processus de désarmement universel. Mon pays attache donc une grande importance à participer à ses travaux et se félicite beaucoup de la possibilité qui lui est offerte.

La course aux armements touche tous les pays, grands ou petits, car l'accumulation des armements n'accroît pas seulement les risques de guerre entre les nations, mais consomme aussi des ressources limitées, qui ne peuvent être utilisées pour satisfaire les besoins vitaux du développement national. L'actualité nous rappelle quotidiennement la situation critique de millions de nos frères humains qui, malheureusement, vivent dans une pauvreté abjecte, sont sans logis et connaissent les affres de la faim et des privations. Sans doute leurs souffrances eussent-elles été moins grandes si les immenses ressources gaspillées par la course aux armements avaient servi à améliorer leur situation socio-économique. A cet égard, la Malaisie constate avec satisfaction que la communauté internationale a de plus en plus conscience du lien qui existe entre le désarmement et le développement, comme elle l'a montré en organisant une conférence internationale à ce sujet. En tant que pays en développement qui, depuis son indépendance, accorde la priorité au développement socio-économique, la Malaisie n'a pu que se réjouir de l'organisation de cette conférence et des efforts déployés pour mettre le désarmement en relation avec le développement, car elle estime que l'on ne peut parvenir à un développement réel que si la tension internationale diminue, ce qui n'est possible que si les dépenses militaires, loin d'augmenter diminuent elles aussi. Nous espérons que ces premiers efforts

(M. Agam, Malaisie)

pour établir une relation entre le désarmement et le développement ont contribué à faire mieux comprendre à l'opinion publique internationale que c'est se montrer insensé et myope que de chercher essentiellement à assurer sa sécurité par les armes, en négligeant les nécessités tout aussi vitales du développement socio-économique.

A cet égard, la conclusion récente du Traité FNI entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ne peut qu'encourager mon pays. Comme tous les pays qui ont soif de vivre dans un monde plus sûr et plus paisible, la Malaisie s'est réjouie sans réserve de voir aboutir les négociations entre les deux grandes puissances. En les félicitant à cette occasion, elle espère que le Traité FNI sera appliqué dans les meilleurs délais et que ce résultat très positif de l'évolution des relations entre les deux protagonistes de la scène internationale les incitera à conclure le plus tôt possible un accord mutuellement acceptable sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires stratégiques, question qui fait actuellement l'objet de négociations actives. Nous voulons exhorter les deux puissances à ne pas ménager leurs efforts à cette occasion, car la clé du désarmement universel est entre leurs mains. Nous voudrions aussi les prier instamment de ne pas obéir seulement, lors des négociations, à des considérations de stratégie militaire et à la nécessité de garantir leur sécurité mutuelle, mais de tenir compte aussi des aspirations communes à toute l'humanité, qui veut vivre dans un monde plus sûr et pacifique.

La Malaisie considère que la conclusion du Traité FNI a marqué une étape importante de l'histoire des négociations des grandes puissances en matière de désarmement nucléaire. En effet, c'est là un premier pas non négligeable dans le processus du désarmement, qui débouche sur des négociations plus importantes portant sur la réduction et, espérons-le, l'élimination des arsenaux nucléaires. Selon nous, le Traité FNI a conduit les relations internationales à un seuil nouveau et a amélioré les perspectives d'instauration d'un ordre international plus stable et plus sûr. Tout en félicitant les Etats-Unis et l'Union soviétique des sérieux efforts qu'ils ont faits pour diminuer les tensions internationales, nous ne pouvons pas oublier que les autres puissances nucléaires ont une responsabilité aussi grande dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaire.

Dans la recherche d'un ordre international plus stable, les groupes régionaux ont eux aussi à jouer un rôle non négligeable. Dans la région du Sud-Est asiatique, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, l'ASEAN, constitue désormais un exemple de coopération régionale fondée sur l'égalité, le respect mutuel et la coopération socio-économique pour le bien de tous les peuples qu'elle représente. Poussés par un désir commun de paix et de stabilité régionales, lesquelles sont les conditions nécessaires à une coopération régionale efficace, les Etats membres de l'ASEAN ont adopté en 1971 la Déclaration de Kuala Lumpur sur la Zone de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est. Par cette déclaration ils se sont efforcés de créer une atmosphère propice au plein épanouissement d'une coopération régionale libérée des querelles intestines tout comme des effets négatifs de la rivalité et de la compétition des grandes puissances, en particulier dans le domaine militaire.

(M. Agam, Malaisie)

Lors du troisième Sommet de l'ASEAN, qui s'est tenu à Manille en décembre dernier, mon pays et ses partenaires de l'Association ont réaffirmé qu'ils étaient fermement attachés à la création d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en tant que moyen de maintenir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, et ils se sont engagés à accroître leurs efforts pour en appliquer le plus tôt possible le principe, y compris l'établissement d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud-Est qui en fait partie intégrante. La Malaisie est pleinement convaincue que la création d'une zone de paix, de liberté et de neutralité hâterait l'instauration en Asie du Sud-Est d'une paix et d'une stabilité durables qui contribueraient au progrès économique, social et culturel de la région. Nous estimons que les initiatives concernant une zone de paix, de liberté et de neutralité et une zone dénucléarisée en Asie du Sud-Est contribuent efficacement au renforcement de la confiance dans la région et à l'instauration d'un ordre régional et international plus stable et pacifique.

Nous espérons que les initiatives prises par l'ASEAN pour renforcer la sécurité dans notre région et qui, selon nous, complètent utilement les louables efforts qu'ont déjà faits nos voisins du Pacifique Sud pour conclure le traité historique de Rarotonga, n'échapperont pas à l'attention de la Conférence et que celle-ci leur apportera un soutien sans réserve et les encouragera activement dans un esprit de coopération.

Etant donné que ma délégation ne participe que depuis peu aux travaux de la Conférence, je ne ferai pas d'observations, à ce stade, sur les points inscrits à l'ordre du jour. Cependant, j'aimerais dire qu'elle apprécie le privilège qui lui est accordé de pouvoir suivre les travaux du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. Nous prenons note de la difficulté des questions qui ont fait l'objet de négociations ces dernières années, et des différences d'optiques et de points de vue. Nous notons également que ces différences n'ont pas permis au Comité d'achever rapidement ses travaux et nous espérons que les efforts d'harmonisation qui sont faits pour concilier les vues encore divergentes ne se heurteront pas à trop d'obstacles. C'est en permettant au Comité d'achever ses travaux dans les meilleurs délais que nous donnerons la preuve de notre attachement collectif à la cause du désarmement.

En conclusion, j'aimerais redire combien nous tenons à coopérer avec la Conférence et à la soutenir sans réserve dans ses travaux, désireux que nous sommes d'apporter, conformément à notre statut, la meilleure contribution possible aux délibérations de la Conférence. J'aimerais aussi ajouter que la Malaisie attend avec impatience la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui se tiendra en juin. Cette session devrait nous donner une occasion supplémentaire de renouveler notre engagement en faveur du désarmement. Nous espérons qu'elle encouragera la communauté internationale à poursuivre son action et à apporter des contributions positives et concrètes au programme de désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Malaisie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :

Camarade Président, c'est pour moi un plaisir tout particulier de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'avril. Alors que nous devons élaborer le rapport à soumettre à l'Assemblée générale lors de sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, il est bon que la Conférence soit présidée par un diplomate éminent et expérimenté. Je vous adresse tous mes vœux de succès dans l'accomplissement de vos hautes fonctions et vous assure du concours actif de la délégation de la République démocratique allemande. Notre collaboration pourra reposer solidement sur les rapports étroits et amicaux entre nos deux Etats, qui se sont encore manifestés récemment au cours de la visite officielle d'amitié faite par M. Willi Stoph, président du Conseil des ministres de la République démocratique allemande, à la République populaire hongroise. Par la même occasion, je tiens à remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur von Stülpnagel, pour l'efficacité et la compétence avec lesquelles il a accompli ses tâches responsables de président de la Conférence pour le mois de mars.

Alors que s'approche la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, l'échange de vues sur les travaux et les résultats possibles de cette manifestation importante s'est intensifié. Par ailleurs, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'insuccès qui continue de marquer l'ensemble du processus de désarmement multilatéral. A notre avis, il est exagéré de parler de crise, mais nous pensons néanmoins comme d'autres que, vu les circonstances qui prévalent actuellement à la Conférence, il convient de se pencher sérieusement sur la question de son rôle futur.

La conclusion du Traité FNI a été accueillie favorablement par tous les membres de la Conférence. Depuis, les missiles à plus courte portée qui étaient implantés sur le territoire de la République démocratique allemande en ont déjà été retirés. En même temps, cette opération doit être une indication de l'attitude à adopter : il s'agit, non pas de compenser les armes qui seront éliminées en vertu du Traité FNI par un réarmement à d'autres égards, mais d'axer nos efforts sur une nouvelle option zéro dans un autre domaine. Lors de leur rencontre récente à Washington, le Ministre des affaires étrangères Chevardnadze et le Secrétaire d'Etat Shultz ont réaffirmé l'engagement qu'ils avaient pris de faire tout leur possible afin que le traité sur les armes stratégiques offensives puisse être soumis pour signature à la prochaine rencontre au sommet à Moscou; récemment encore, les ministres de la défense des deux Etats se sont rencontrés pour la première fois afin d'examiner les doctrines militaires de l'OTAN et de l'Organisation du Traité de Varsovie, ainsi qu'un certain nombre d'autres questions. Selon les dernières nouvelles reçues de Vienne, des progrès ont été enregistrés dans l'élaboration d'un mandat de négociation concernant la limitation des armes classiques et le désarmement dans ce domaine.

Réunis récemment à Sofia, les ministres des affaires étrangères des Etats signataires du Traité de Varsovie ont adopté un "Appel adressé aux Etats membres de l'OTAN et à tous les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe", qui est orienté vers un règlement des questions actuellement primordiales.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Ces événements prouvent que l'évolution vers un climat politique plus propice au désarmement se maintient. Nous regrettons d'autant plus que la stimulation des activités de la Conférence à laquelle on s'attendait généralement ne soit pas encore perceptible. On ne reconnaît même pas pour l'heure ne fussent que des points à partir desquels il serait possible de travailler de façon plus efficace dans les domaines prioritaires. On pourrait éventuellement objecter que les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques font exception à cet égard. Cependant, d'une part, ce n'est pas là la seule tâche que nous devons accomplir et, d'autre part, même sur cette question, les négociations nous paraissent avancer trop lentement. La délégation de la République démocratique allemande a déjà fait part de ses observations sur la question le 8 mars.

Cette évaluation peu réjouissante de la situation qui prévaut à la Conférence ne doit toutefois pas nous faire adopter une attitude défaitiste et passive. Car, quoi que disent à présent plusieurs Etats à propos des efforts de désarmement déployés à l'échelon multilatéral, ce seront en dernière analyse les entreprises axées sur une solution universelle qui triompheront.

Désormais, renforcer la sécurité de tous les Etats par le désarmement est une notion qui reflète les intérêts vitaux des peuples et viendra sans doute à être acceptée sous les formes voulues. Les travaux de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement en seront marqués, mais que cette session soit aussi capable de produire les résultats pratiques requis dépendra essentiellement de la volonté de toutes les parties de se rapprocher et de laisser aux nouvelles conceptions des principes de sécurité la possibilité de s'imposer.

Nous devons, semble-t-il, nous entendre sur la manière d'appliquer le principe suivant lequel les négociations multilatérales et bilatérales doivent se compléter et se renforcer mutuellement. Ce n'est en tout cas pas en nous contentant d'opter soit pour les activités bilatérales, soit pour les activités multilatérales que nous serons en mesure de régler l'ensemble des questions liées au processus de désarmement. A part la réduction de 50 % des armes stratégiques offensives, qui nous paraît être, bien entendu, une tâche extrêmement importante, nous ne voyons aucun objectif qui puisse être atteint grâce aux seuls efforts bilatéraux. Même pour le Traité FNI, il a fallu s'assurer le concours d'Etats tiers, et leur coopération demeurera nécessaire. D'ailleurs, cet accord mentionne expressément l'article 6 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, lequel reconnaît l'existence d'une étroite interaction entre les deux plans; à cet égard, on peut considérer que l'accord est un excellent exemple de l'application des dispositions du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Si, d'une manière générale, la question du désarmement classique venait à être considérée comme un objectif prioritaire et était inscrite à ce titre à l'ordre du jour d'instances internationales, le processus multilatéral s'en trouverait nécessairement élargi, que les négociations soient axées sur des objectifs d'intérêt mondial ou régional ou qu'elles concernent un certain groupe d'Etats de différentes régions.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Une répartition raisonnable et concertée du travail entre les mécanismes multilatéraux et bilatéraux est essentielle. A notre avis, il s'agit, au fond, pour chaque Etat de renoncer à l'unilatéralisme individualiste et de se montrer plus disposé à accepter la coopération internationale, ainsi que de concilier ses propres intérêts légitimes et ceux d'autres Etats. A ce titre, il convient notamment de procéder à une évaluation pertinente du rapport entre les droits et les devoirs des Etats dans le cadre d'accords multilatéraux. A l'ère nucléaire et spatiale, et étant donné les incidences très étendues que ne manquent pas d'avoir les armes de différents Etats, ce rapport paraît tout à fait différent de celui qui pouvait être constaté à d'autres époques. Dans ces circonstances, l'engagement pris par certains Etats de réduire et de détruire certains types d'armements est en principe équilibré par celui de renoncer à acquérir de telles armes qu'ont pris d'autres pays de manière juridiquement contraignant. A notre sens, c'est là un intérêt commun bien compris. C'est même sur cette notion que reposent les négociations relatives à une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques, menées à la Conférence du désarmement.

A divers moments, on s'est posé la question de savoir si tous les Etats avaient à leur disposition le potentiel scientifique et technique nécessaire pour contribuer plus facilement au désarmement. Les travaux de notre Conférence montrent que si leurs capacités ne sont pas identiques, tous les pays, même petits, peuvent néanmoins aider à résoudre les problèmes scientifiques et techniques que pose le désarmement. Les ressources disponibles n'ont pas toutes été recensées, et de loin. C'est tout particulièrement au moyen d'une démarche multilatérale que ces ressources peuvent être mobilisées dans l'intérêt du désarmement. Par conséquent, nous estimons qu'il est impératif d'accroître considérablement la participation éprouvée et reconnue d'experts scientifiques aux activités de la Conférence. C'est, à notre avis, un facteur important dans le renforcement de l'efficacité du mécanisme multilatéral.

Les travaux préparatoires à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement ont fait ressortir des divergences d'opinions. Les Etats sont néanmoins unanimes à demander instamment que la session soit conçue de sorte que ses résultats soient orientés vers l'avenir. Nous avons cru comprendre qu'à ce titre, les Etats pensent notamment au fait désormais reconnu de l'interaction croissante des efforts déployés aux échelons bilatéral, régional et mondial. Il conviendrait donc que la Conférence soit priée de s'attaquer aux tâches qui relèvent exclusivement de sa compétence ou qui doivent être réglées parallèlement aux questions faisant l'objet de négociations bilatérales et régionales. La troisième session extraordinaire serait effectivement axée sur l'avenir si elle adoptait un document qui donne une idée claire de la poursuite du processus de désarmement et qui énonce les tâches à accomplir à tous les niveaux de négociation. Il s'agirait entre autres de donner à la Conférence la possibilité soit de lancer ou relancer le processus de négociation sur diverses questions, soit de préparer de telles négociations dans certains domaines par un débat préliminaire.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Le moyen le plus direct de parvenir à conclure des accords multilatéraux consiste à faire participer un nombre aussi grand que possible d'Etats au processus d'élaboration des obligations auxquelles souscriront les parties. Au cours de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, il conviendra de se pencher sur des modalités nouvelles, susceptibles de concilier ce besoin de participation et la nécessité de conduire très efficacement les négociations. A notre avis, cela constitue un facteur crucial de l'amélioration du mécanisme multilatéral de désarmement.

Si nous parvenions à nous entendre sur un certain nombre de concepts, nous devrions pouvoir compter sur le succès des travaux qui seront faits à la troisième session extraordinaire. Cependant, il serait utile qu'en dépit de l'heure tardive, notre Conférence puisse prouver dans son rapport spécial qu'elle a avancé tant soit peu dans l'accomplissement des tâches centrales qu'elle s'est fixées, surtout en ce qui concerne l'interdiction complète des armes chimiques. D'ailleurs, nous ne voyons aucun obstacle plausible qui nous empêcherait de faire le premier pas au titre du point 2 de l'ordre du jour, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", et de nous entendre sur les thèmes d'un échange de vues intensif qui ferait pendant aux négociations bilatérales.

La question de la réduction du nombre des armes nucléaires fait ressortir encore plus clairement le problème d'une limitation qualitative des armements. Un accord sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires contribuerait dans une large mesure au règlement de ce problème. Il faudrait considérer les négociations bilatérales engagées à ce propos par l'Union soviétique et les Etats-Unis comme une impulsion, et non pas comme un obstacle supplémentaire aux travaux de fonds de la Conférence du désarmement qui, à cet égard, pourrait partir notamment des "Dispositions fondamentales d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires", soumises en juin 1987 par le groupe de pays socialistes et reproduites dans le document CD/787.

Il convient d'examiner concrètement la proposition avancée par le Ministre des affaires étrangères Shevardnadze, qui est orientée vers un débat sur tous les aspects scientifiques et techniques de la vérification d'un traité d'interdiction globale des essais.

Quant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, il conviendrait enfin d'engager et de poursuivre résolument les travaux sur la question afin de parvenir à une entente sur des mesures pratiques à prendre dans un cadre multilatéral. Les idées et les propositions dans ce domaine ne manquent pas.

L'accroissement de la confiance et la vérification occuperont une place importante à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Des changements révolutionnaires se sont produits dans ces domaines après la deuxième session extraordinaire. Ce n'est que tout dernièrement, lors de la Conférence de Stockholm et de l'élaboration du Traité FNI, que l'accroissement de la confiance et la vérification sont devenus des questions à négocier sérieusement. La proposition avancée par les auteurs de l'Initiative des six nations concernant le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la

(M. Rose, République démocratique allemande)

vérification et le respect des accords de désarmement présente un intérêt à cet égard. Nous estimons qu'il est possible de concilier cette idée et le principe suivant lequel la vérification doit correspondre à l'accord considéré.

Les données d'expérience pratiques qui se dégagent des négociations bilatérales, régionales et multilatérales, notamment les travaux faits sur des parties importantes du texte évolutif de la convention sur l'interdiction des armes chimiques, constituent un ensemble de connaissances fondamentales à exploiter aux fins d'un examen approfondi des questions relatives à l'accroissement de la confiance et à la vérification. Au demeurant, notre Conférence serait à même de faire une contribution encore plus large si, par exemple, il était répondu largement et positivement au Mémorandum portant notamment sur des mesures d'accroissement de la confiance, soumis par l'Union soviétique dans le cadre de l'élaboration d'une interdiction globale des armes chimiques; si tous les éléments de vérification énoncés dans le projet de traité sur la cessation des essais d'armes nucléaires étaient examinés de près par des experts scientifiques dans le cadre de la Conférence; et si l'on s'attaquait à la tâche que constitue la création d'un inspectorat chargé de surveiller les activités dans l'espace.

Qu'il me soit permis, avant de conclure, de faire encore quelques remarques sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Les propositions faites par les Etats signataires du Traité de Varsovie dans le document CD/748 ont ouvert la voie à un utile débat, et nous avons l'espoir qu'il sera possible d'arriver à une entente sur cette question. A cet égard, nous jugeons que les éléments suivants revêtent une importance capitale :

Premièrement, il convient de reconnaître le droit de tous les Etats de participer, d'une manière ou d'une autre, à l'élaboration des mesures de désarmement qui touchent leurs propres intérêts en matière de sécurité. Il faudra trouver à cette fin des modalités adéquates. Il s'agit non seulement d'accroître l'efficacité du processus de négociation, mais aussi de renforcer l'effet universel des accords.

Deuxièmement, les changements structurels devraient être réalistes, sans pour autant revenir à un statu quo des activités de la Conférence. Nous souhaitons tous accroître le rôle de la Conférence, mais il ne faut pas négliger non plus les exigences de son calendrier et de son programme de travail, déjà chargé. Si nous pouvons tenir compte de l'expérience acquise dans le cadre des négociations bilatérales, il reste que nous ne sommes pas, à notre avis, dans un cas identique en tous points, principalement en raison de la tâche globale de la Conférence, dont la portée est plus large.

Troisièmement, pour se rendre pleinement compte de l'aptitude de la Conférence à mener des travaux avec sérieux, il faut simplifier la procédure de constitution des organes subsidiaires. La solution suggérée dans le document CD/WP.286 est, à notre avis, la plus appropriée. Nous accueillons favorablement aussi l'idée de renouveler automatiquement le mandat des comités jusqu'à l'achèvement de leurs travaux. Confier à tout comité un même type de mandat reviendrait tout simplement, en pratique, à créer aussi des organes subsidiaires chargés des questions nucléaires.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Quatrièmement, on semble reconnaître d'une manière générale que la Conférence a besoin de faire davantage appel à des experts scientifiques. Il devrait être possible de s'entendre sur les modalités les plus adéquates de leur participation.

Cinquièmement, l'idée de tenir, à certaines occasions, des séances auxquelles participeraient des ministres des affaires étrangères nous paraît importante. La présence de plusieurs ministres des affaires étrangères durant la session de printemps de la Conférence montre que nous pourrions envisager cette possibilité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. La liste des orateurs est maintenant épuisée. Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole ? Je donne la parole à la délégation de la République islamique d'Iran.

M. NASSERI (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'avril. La délégation de la République islamique d'Iran s'engage à vous appuyer et à coopérer pleinement avec vous dans l'exercice de vos fonctions.

Le ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Ali Akbar Velayati, m'a chargé d'adresser ses remerciements sincères pour l'hospitalité chaude et cordiale qui lui a été accordée par la Conférence, par le Président, l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, et par le secrétariat. Notre gratitude va également aux distingués représentants qui ont adressé des paroles de bienvenue au ministre, et en particulier à ceux qui ont condamné, dans leurs déclarations, l'utilisation récente d'armes chimiques à Halabja.

Il est déplorable qu'après le massacre d'Halabja, l'Iraq ait continué d'employer à grande échelle des armes chimiques contre les populations iraniennes et irakiennes. Le 22 mars 1988, les villages de Namshaar, Taazovaar, Vaalak et Ghalehji situés près de la ville de Marivan, ainsi que plusieurs zones rurales de Sardasht dans la province iranienne du Kurdistan, ont été bombardés à l'arme chimique à trois reprises par 13 avions militaires irakiens. Les victimes se chiffrent jusqu'ici à 31 morts et 450 blessés, dont un enfant d'un an et un octogénaire. Du 21 au 26 mars 1988, divers villages et zones rurales du Kurdistan irakien ont été soumis à des attaques chimiques par l'Iraq. Les villages de Susiyan et de Doukan ont été bombardés à l'arme chimique les 21 et 22 mars. Les zones rurales de Bljajar, Jaafairan et Oliyan, situés dans la région de Gharedagh à 27 kilomètres au sud de Sulaimaniya, ont fait l'objet d'attaques chimiques le 23 mars 1988. Le 26 mars, des villages situés aux environs des hauteurs de Zardeh, dans la province de Sulaimaniya, ont été également attaqués à l'arme chimique. De l'ypérite et des gaz neurotoxiques ont été employés.

Lors de ces actes inhumains qui sont contraires à toutes les normes de droit internationalement reconnues et en particulier au Protocole de Genève de 1925 et à la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, certaines zones de Quaredagh et de Sanghab, au nord du

(M. Nasser, République islamique d'Iran)

pays, ont été soumises à d'intenses bombardements chimiques dont les effets se sont même fait ressentir dans des zones contrôlées par le gouvernement de Bagdad. Etant donné que les forces iraniennes ne sont pas présentes dans ces zones et ne peuvent donc pas fournir une aide en envoyant des équipes et des secours médicaux, seuls d'autres pays et des organisations internationales sont à même de fournir l'assistance très urgente qui est nécessaire. Par ailleurs, le 1er avril 1988, un pilote iraquien capturé a admis l'emploi d'armes chimiques par l'Iraq. Le commandant Ahmad Shaker, dont le Sukhoi-22 a été récemment abattu dans la zone d'opérations de Valfajr au nord-est de l'Iraq, a avoué lors d'une conférence de presse qu'il avait lui-même lancé des bombes chimiques sur les forces iraniennes dans les théâtres de guerre de Basra et d'Hoveyzeh. Il a déclaré que les bombes chimiques pèsent généralement 200 kilogrammes et ressemblent extérieurement aux autres bombes. Il a également expliqué que ces bombes sont montées sur les avions irakiens par des agents secrets en civil dans les bases aériennes de Balad et de Kirkuk. La poursuite de l'emploi d'armes chimiques par l'Iraq, qui constitue une violation flagrante du droit international et une menace non seulement pour les valeurs humaines mais aussi pour la race humaine, reconferme la nécessité urgente et vitale d'adopter des positions fortes et concertées et de déployer des efforts politiques en vue de mettre un terme à l'utilisation des armes chimiques.

Une liste a été établie qui recense les cas d'emploi d'armes chimiques par l'Iraq depuis 1981, le lieu de ces attaques et le nombre des victimes. Nous voudrions demander qu'elle soit distribuée en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Ma délégation tient à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour cet important mois d'avril.

Les nouvelles horribles et révoltantes qui ont été transmises par les médias du monde entier et portées directement à l'attention de la Conférence du désarmement la semaine dernière en ce qui concerne l'emploi d'armes chimiques dans la guerre du Golfe, avec les victimes civiles que cela a entraîné, devraient servir à rappeler à tous les pays pourquoi il faut interdire les armes chimiques.

Nous condamnons sans réserve tout emploi d'armes chimiques en violation du droit international.

L'utilisation d'armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq constitue une grave violation du Protocole de Genève de 1925 contre la guerre chimique. Les Etats-Unis continuent à préconiser instamment un règlement négocié conformément à la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, dans laquelle il est demandé qu'un terme soit mis à la guerre sous tous ses aspects.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Nous devons chercher à prévenir toute nouvelle érosion des obstacles actuellement opposés à l'emploi des armes chimiques alors que nous négocions ici à Genève, et nous demandons à tous les Etats de respecter strictement leurs obligations juridiques internationales.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je constate qu'aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole.

Je voudrais maintenant passer à un autre sujet. Comme vous le savez, des consultations ont eu lieu sous la direction du Président pour le mois de mars en ce qui concerne la date de clôture de la première partie de la session de 1988. Il en est ressorti que cette date sera le jeudi 28 avril, où nous tiendrons une séance plénière pour adopter le rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. En conséquence, je vais soumettre à la décision de la Conférence la date proposée de manière à pouvoir entériner officiellement l'accord obtenu lors des consultations officieuses. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte la date du jeudi 28 avril pour la clôture de la première partie de la session de 1988.

Il en est ainsi décidé.

Il nous faudra également arrêter dans les jours qui viennent la date d'ouverture de la seconde partie de la session annuelle. J'ai l'intention d'examiner cette question lors de la première réunion des coordonnateurs pour ce mois, qui se tiendra mercredi prochain. Je serais reconnaissant aux groupes de fixer leur position lors de leurs réunions de mercredi matin afin que les coordonnateurs puissent avoir un échange de vues utile.

Je voudrais également vous informer que le secrétariat continue d'élaborer les différentes parties du projet de rapport spécial à l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme convenu, certaines parties seront distribuées cette semaine pour que la Conférence les étudie. J'ai l'intention d'organiser des réunions officieuses pour commencer à examiner les diverses parties du rapport durant la semaine commençant le 11 avril; il en sera tenu compte dans le calendrier dont sera saisie la Conférence à notre séance plénière de jeudi prochain. Nous pourrions aborder au début de la semaine prochaine les parties techniques du rapport figurant dans le document CD/WP.336, qui sera distribué dans toutes les langues d'ici à jeudi, ainsi que les documents CD/WP.337 contenant les paragraphes de fond relatifs au point 1 de l'ordre du jour, "Interdiction des essais nucléaires", et CD/WP.338 contenant les paragraphes de fond relatifs au point 3 de l'ordre du jour, "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". D'autres documents de travail suivront bientôt.

Pour ce qui est des travaux des comités spéciaux, je voudrais noter que le Comité spécial des armes radiologiques a adopté son rapport et je tiens à cette occasion à féliciter la présidente de cet organe subsidiaire, l'Ambassadeur Solesby, pour la rapidité avec laquelle les travaux ont été achevés. Le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour

(Le Président)

garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires tiendra cette semaine une série de réunions afin de terminer ses travaux. Les autres organes subsidiaires travaillent activement dans le même sens.

J'espère que ces renseignements vous seront utiles pour les jours à venir.

Avant de lever la séance, je voudrais signaler que le Groupe des sept se réunira au lieu habituel immédiatement après la présente séance.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 7 avril, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 5.